Paris, le 12 AVR. 2010

REPUBLIQUE FRANCAISE

Ministère de la Justice et des libertés

Direction des Affaires Civiles et du Sceau
Sous Direction du droit civil
Bureau du droit des personnes
et de la famille

Circulaire □

Date d'application : immédiate

LE MINISTRE D'ETAT, GARDE DES SCEAUX,
MINISTRE DE LA JUSTICE ET DES LIBERTES

à

Mesdames et Messieurs les Premiers présidents des cours d'appel
Mesdames et Messieurs les Procureurs généraux près les cours d'appel
Messieurs les Présidents des tribunaux supérieurs d'appel
Madame la Procureur et Monsieur le Procureur près les tribunaux supérieurs d'appel

Pour attribution

Monsieur le Premier président de la Cour de cassation
Monsieur le Procureur général près la Cour de cassation

Pour information

N° CIRCULAIRE : CIV /06/10

REFERENCE DE CLASSEMENT : 187-07/C1/3-10-1/AJ

TITRE DETAILLE : Circulaire de diffusion d'une table de référence permettant la fixation de la contribution à l'entretien et à l'éducation des enfants sous forme de pension alimentaire.

MOTS CLES : contribution à l'entretien et l'éducation des enfants – pension alimentaire – table de référence

TEXTES SOURCES : Article 371-2 du code civil

MODALITES DE DIFFUSION
INTRANET
Transmission en un exemplaire à chaque destinataire à charge pour lui d'en assurer la diffusion

Trois paramètres susceptibles de faire varier le coût de l'enfant ont par ailleurs été examinés :

- Le coût relatif de l'enfant et l'âge : d'après des estimations récentes de l'INSEE, le coût relatif de l'enfant n'augmente significativement qu'à partir de 14 ans.
- Le coût de l'enfant et le rang dans la fratrie : aucune estimation ne permet de démontrer sans conteste que le coût de l'enfant est moindre pour les 2ème et 3ème enfants.
- Le coût relatif de l'enfant et le revenu des parents : là aussi, les études existantes ne permettent pas de démontrer de manière formelle que le coût relatif de l'enfant croît ou décroît avec le revenu.

Au vu de ces éléments, il a été décidé de ne pas faire varier le coût relatif de l'enfant en fonction de sa place dans la fratrie ou du revenu de ses parents.

Par ailleurs, pour éviter les révisions fréquentes et les augmentations brutales de contribution à l'âge de 14 ans, il a été choisi de lisser l'augmentation du coût relatif de l'enfant à partir de 14 ans sur l'ensemble des années de la minorité.

La règle de calcul est donc fondée sur la méthode du coût proportionnel, basé sur les

[redacted]

l'application d'un pourcentage au revenu du seul parent débiteur.

[redacted]

1.3. Prise en compte du temps de résidence de l'enfant au domicile de chaque parent

Le temps de résidence de l'enfant au domicile de chacun de ses parents a une incidence sur la

[redacted]

1.4. Détermination des revenus du parent débiteur

Comme cela a été indiqué, seuls les revenus du parent débiteur de la contribution aux frais d'éducation et d'entretien des enfants sont explicitement intégrés, les revenus du parent créancier étant indirectement pris en compte.

1.4.1 Eléments de revenus pris en compte

[redacted]

donc dans le calcul de sa contribution.

→ Les ressources imposables du débiteur : en cas de ressources autres, il appartiendra au juge d'exercer son pouvoir d'appréciation.

➔ Les prestations sociales assurant un revenu au débiteur :

déduction forfaitaire de ce qui est nécessaire à sa subsistance, ce qui en France est déterminé par le montant minimum forfaitaire du revenu de solidarité active (RSA).

Cette solution a en outre le mérite d'éviter un débat fastidieux et le plus souvent improductif

- Tel est le cas enfin de la contribution aux frais d'éducation et d'entretien des enfants dont le parent est déjà débiteur pour d'autres de ses enfants : dans un souci de ne pas accorder de priorité aux pensions alimentaires fixées antérieurement, ces pensions ne sont pas prises en compte dans la détermination des charges. La présence d'autres enfants est en revanche prise en considération pour apprécier le pourcentage des ressources du débiteur qui doit être affecté à l'entretien et à l'éducation des enfants concernés par l'instance (cf supra 1.4.2)

En conséquence, la contribution aux frais d'éducation et d'entretien des enfants telle qu'elle est déterminée par la table de référence est fixée en fonction du revenu du parent débiteur, diminué d'un forfait pour le minimum vital, multiplié par le coût proportionnel de l'enfant qui varie selon le nombre total d'enfants et selon le droit de visite et d'hébergement effectivement exercé.

II. Principes d'utilisation de la table de référence

2.1. La table de référence est un outil d'aide à la décision

La table de référence ne s'impose en aucune manière aux parties ou au juge. Elle constitue une référence objective conçue comme un outil d'aide à la décision.

Les parties restent libres de fixer le montant de la contribution indépendamment de l'application de la table de référence.

L'existence d'un référentiel officiel devrait toutefois favoriser les accords entre les parties, qui disposeront ainsi d'une référence objective et d'un guide pour conclure un accord.

Devant le juge, les parties peuvent présenter leurs prétentions en se référant ou non à la table de référence et discuter le principe du recours à cette table tout autant que le montant de la contribution aux frais d'éducation et d'entretien des enfants qui en résulte.

2.2. Utilisation de la table

2.2.1. Modalités pratiques : un raisonnement en 5 étapes

Une utilisation adéquate de la table de référence suppose de procéder à une analyse de la situation par étapes successives

→ étape 1 : déterminer le débiteur de la pension alimentaire

Le débiteur de la pension étant celui des parents qui n'héberge pas l'enfant à titre principal, en cas de partage de la fratrie, le calcul de la pension nécessite d'être effectué pour chacun des

parents : chaque parent pourra être débiteur pour celui des enfants avec lequel il ne réside pas habituellement, en fonction du temps passé avec l'enfant.

En cas de résidence alternée, celui des parents qui héberge son enfant la moitié du temps mais assume seulement des frais directement liés à cet hébergement (hébergement, nourriture, loisirs occasionnels) sans participer aux autres frais liés à l'enfant (vêtements, cantine, activités extra-scolaires, santé…) pourra être considéré comme débiteur.

➔ **étape 2 : déterminer le nombre d'enfants concernés**

Pour établir le nombre d'enfants du débiteur et déterminer ainsi le pourcentage de ses revenus affecté à leur entretien, il convient de prendre en compte l'ensemble des enfants du débiteur, quelles que soient les unions dont ils sont issus, antérieure(s) ou postérieure(s).

Les enfants majeurs sont compris dans ce nombre, dès lors qu'ils sont toujours créanciers d'une obligation d'éducation et d'entretien. Cependant, la table de référence n'est applicable qu'aux enfants qui partagent la résidence d'au moins un des parents, car les frais d'éducation et d'entretien des enfants majeurs étudiants qui disposent d'un logement distinct sont généralement plus importants.

La table de référence permet de calculer la contribution enfant par enfant selon le temps de résidence (voir étape 3) : les montants obtenus ont donc vocation à être additionnés.

➔ **étape 3 : déterminer le temps de résidence de chaque enfant chez le parent avec lequel il ne réside pas habituellement**

Trois catégories de temps de résidence sont proposées :

- Temps de résidence classique, soit 25% environ du temps (exemple : un week-end sur deux et la moitié des vacances scolaires, parfois augmenté d'un mercredi après-midi) ;
- Temps de résidence réduit, soit un temps de résidence inférieur à 25 % ;
- Résidence alternée, soit la situation dans laquelle l'enfant passe environ la moitié de son temps avec chacun des parents.

Enfant par enfant, le temps de résidence permet de choisir la colonne correspondant à la situation du débiteur.

➔ **étape 4 : déterminer les ressources mensuelles du débiteur de la pension**

Les ressources à prendre en considération pour pouvoir appliquer la table de référence sont les ressources personnelles du débiteur de la pension, indépendamment des ressources perçues par d'autres membres de son foyer. Ce sont :

- les ressources imposables, établies le plus souvent à partir d'un avis d'imposition (sur une période de 2 ou 3 ans en cas de ressources irrégulières) ;
- les prestations sociales, imposables ou pas, dont l'objet est de remplacer les ressources professionnelles du débiteur (allocations de chômage, prestations en espèces de l'assurance maladie, pensions de retraite) ;
- les prestations sociales, imposables ou pas, dont l'objet est d'assurer un revenu minimum au parent débiteur ;
- si le débiteur n'a pas déclaré tous ses revenus : en tout état de cause des revenus

supérieurs au montant déclaré pourront être pris en compte.

Une fois déterminé le montant des ressources mensuelles du débiteur, il convient de se reporter, en fonction du nombre d'enfant(s) issus du débiteur, à la ligne du tableau correspondant à la tranche de ressources.

→ étape 5 : déterminer le montant de la pension alimentaire

Pour déterminer le montant de la pension alimentaire pour chaque enfant il convient de relever le montant de la contribution proposé par la table de référence en fonction du niveau de ressources du parent débiteur et du temps de résidence de cet enfant chez le parent qui l'accueille.

Pour déterminer le montant total de la contribution que devra le parent débiteur, il suffit d'additionner les montants de pension alimentaire relevés pour chaque enfant (ces montants peuvent différer si les temps d'accueil ne sont pas les mêmes).

Pour mémoire, en cas de partage de la fratrie, chaque parent est débiteur pour le ou les enfants qui ne résident pas principalement avec lui. Le montant de la pension alimentaire est donc déterminé pour chacun d'entre eux.

2.2.2. Précautions d'utilisation

2.2.2.1. Hauts et bas revenus

La table de référence permet de déterminer le montant de la contribution aux frais d'éducation et d'entretien des enfants due par un parent dont les revenus mensuels sont situés entre 700 et 5000 euros, ce qui correspond aux cas les plus fréquents.

Lorsque les revenus du parent débiteur sont très faibles, le principe et la détermination de sa capacité contributive nécessitent une réflexion approfondie sur l'opportunité de mettre à la charge du parent débiteur une contribution financière de faible montant, qui aurait pour conséquence de priver l'autre parent du bénéfice de l'allocation de solidarité familiale. Cette contribution peut néanmoins se justifier au regard notamment de la nécessité d'impliquer financièrement le parent chez qui la résidence principale des enfants n'est pas fixée. C'est la raison pour laquelle la table proposée commence à 700 euros de revenus

Pour les revenus les plus élevés, la table de référence perd de sa pertinence, les dépenses effectives réalisées pour l'entretien et l'éducation de l'enfant pouvant être bien supérieures au coût de l'enfant tel qu'évalué par la méthode du coût proportionnel. C'est la raison pour laquelle la table proposée s'arrête à 5000 euros de revenus.

A cet égard, le montant de la contribution aux frais d'éducation et d'entretien des enfants issu de la table de référence pour un revenu égal à 5000 euros mensuels pourra servir de montant minimum devant être versé par le parent débiteur dont le revenu mensuel est supérieur à 5000 euros.

2.2.2.2. Actualisation de la table

La règle de calcul retenue pour déterminer le montant de la contribution aux frais d'éducation et d'entretien des enfants contient une donnée variable correspondant au minimum forfaitaire du revenu de solidarité active. En effet, en application du premier alinéa de l'article L 262-3 du code de l'action sociale et des familles, ce montant est révisé annuellement.

C'est pourquoi, il est prévu que la table de référence figurant en annexe sera actualisée et diffusée annuellement.

Vous voudrez bien me faire part des éventuelles difficultés d'application de la présente circulaire.

La directrice des affaires civiles et du sceau

Pascale FOMBEUR

ANNEXE

TABLE DE REFERENCE 2010 POUR FIXER LES PENSIONS ALIMENTAIRES (MONTANT PAR ENFANT)

Le montant de la pension par enfant est calculé en proportion du revenu, net d'un minimum vital (460€), du parent débiteur. Cette proportion est différente selon le nombre total d'enfants à la charge du parent débiteur (quelle que soit l'union dont ils sont nés) et l'amplitude du droit de visite et d'hébergement (réduit, classique, ou alterné sans partage spontané des frais).

Exemple : soit un parent débiteur ayant 1 600 € de revenu mensuel, 2 enfants à charge, qui exerce un droit d'hébergement classique pour ses deux enfants, le montant de la pension en application de la table de référence sera :

PA = (1 600 - 460) x 0,115 = 1140 x 0,115 = 131 € par enfant (soit au total 262 € pour les deux enfants)

REVENU DU DEBITEUR			1 enfant			2 enfants			3 enfants			4 enfants			5 enfants			6 enfants		
			AMPLITUDE DU DROIT DE VISITE ET D'HEBERGEMENT																	
MONTANT TOTAL	MINIMUM VITAL	APRES DEDUCTION	REDUIT	**CLASSIQUE**	*ALTERNE*	REDUIT	**CLASSIQUE**	*ALTERNE*	REDUIT	**CLASSIQUE**	*ALTERNE*	REDUIT	**CLASSIQUE**	*ALTERNE*	REDUIT	**CLASSIQUE**	*ALTERNE*	REDUIT	**CLASSIQUE**	*ALTERNE*
		Proportion	18,0%	**13,5%**	9,0%	15,5%	**11,5%**	7,8%	13,3%	**10,0%**	6,7%	11,7%	**8,8%**	5,9%	10,6%	**8,0%**	5,3%	9,5%	**7,2%**	4,8%
700€	460€	240€	43	**32**	*22*	37	**28**	*19*	32	**24**	*16*	28	**21**	*14*	25	**19**	*13*	23	**17**	*12*
800€	460€	340€	61	**46**	*31*	53	**39**	*27*	45	**34**	*23*	40	**30**	*20*	36	**27**	*18*	32	**24**	*16*
900€	460€	440€	79	**59**	*40*	68	**51**	*34*	59	**44**	*29*	51	**39**	*26*	47	**35**	*23*	42	**32**	*21*
1 000€	460€	540€	97	**73**	*49*	84	**62**	*42*	72	**54**	*36*	63	**48**	*32*	57	**43**	*29*	51	**39**	*26*
1 100€	460€	640€	115	**86**	*58*	99	**74**	*50*	85	**64**	*43*	75	**56**	*37*	68	**51**	*34*	61	**46**	*31*
1 200€	460€	740€	133	**100**	*67*	115	**85**	*58*	98	**74**	*50*	87	**65**	*43*	78	**59**	*39*	70	**53**	*36*
1 300€	460€	840€	151	**113**	*76*	130	**97**	*66*	112	**84**	*56*	98	**74**	*49*	89	**67**	*45*	80	**60**	*40*
1 400€	460€	940€	169	**127**	*85*	146	**108**	*73*	125	**94**	*63*	110	**83**	*55*	100	**75**	*50*	89	**68**	*45*
1 500€	460€	1 040€	187	**140**	*94*	161	**120**	*81*	138	**104**	*70*	122	**92**	*61*	110	**83**	*55*	99	**75**	*50*
1 600€	460€	1 140€	205	**154**	*103*	177	**131**	*89*	152	**114**	*76*	133	**100**	*67*	121	**91**	*60*	108	**82**	*55*
1 700€	460€	1 240€	223	**167**	*112*	192	**143**	*97*	165	**124**	*83*	145	**109**	*73*	131	**99**	*66*	118	**89**	*60*
1 800€	460€	1 340€	241	**181**	*121*	208	**154**	*105*	178	**134**	*90*	157	**118**	*78*	142	**107**	*71*	127	**96**	*64*
1 900€	460€	1 440€	259	**194**	*130*	223	**166**	*112*	192	**144**	*96*	168	**127**	*84*	153	**115**	*76*	137	**104**	*69*
2 000€	460€	1 540€	277	**208**	*139*	239	**177**	*120*	205	**154**	*103*	180	**136**	*90*	163	**123**	*82*	146	**111**	*74*
2 100€	460€	1 640€	295	**221**	*148*	254	**189**	*128*	218	**164**	*110*	192	**144**	*96*	174	**131**	*87*	156	**118**	*79*
2 200€	460€	1 740€	313	**235**	*157*	270	**200**	*136*	231	**174**	*117*	204	**153**	*102*	184	**139**	*92*	165	**125**	*84*
2 300€	460€	1 840€	331	**248**	*166*	285	**212**	*144*	245	**184**	*123*	215	**162**	*108*	195	**147**	*98*	175	**132**	*88*
2 400€	460€	1 940€	349	**262**	*175*	301	**223**	*151*	258	**194**	*130*	227	**171**	*113*	206	**155**	*103*	184	**140**	*93*
2 500€	460€	2 040€	367	**275**	*184*	316	**235**	*159*	271	**204**	*137*	239	**180**	*119*	216	**163**	*108*	194	**147**	*98*